

Résilience des marchés face à un environnement incertain

Enlèvement au Moyen Orient

La signature d'un protocole d'accord de 60 jours entre les États-Unis et l'Iran, couvrant la réouverture du détroit d'Ormuz et la prolongation du cessez-le-feu, n'a pas abouti. Les négociations butent sur le programme nucléaire iranien, des avoirs iraniens gelés et le rôle du *Hezbollah*. De surcroît, les tensions se sont ravivées avec des frappes américaines contre des installations militaires iraniennes et après la destruction d'un hélicoptère américain. Toutefois, le Brent a perdu 16 % depuis mai¹, ce qui signifie que la détente est largement intégrée dans les cours. S'il se confirme, ce reflux des prix de l'énergie serait favorable pour les marchés financiers.

Des performances portées par les actions

Malgré cet environnement contrasté, les marchés financiers poursuivent leur rebond depuis leurs points bas de mars. Les actions américaines, portées par la mégatendance de l'IA, mènent la course devant le Canada et l'Europe, moins exposés à cette thématique. Nous avons continué à alléger graduellement notre exposition au secteur technologique, dans une optique de gestion du risque. Simultanément, nous avons renforcé notre exposition au secteur financier, corrélé positivement à la hausse des taux d'intérêt. À l'inverse, la remontée de l'inflation et les anticipations de resserrement monétaire pèsent sur la performance des obligations.

Performances nettes de frais de gestion (%)	2026	2025
Prudence	3,1	-1,2
Équilibré	4,4	-2,2
Diversifié	4,4	-3,5
Dynamique	7,6	-4,1
Optimum Actions	5,0	-8,3
Optimum Actions Internationales	10,9	-0,1
Fonds Optimum Actions Canada (R)	2,9	-0,8
Optimum Patrimoine	4,4	-3,5
Optimum Obligations	0,3	1,1

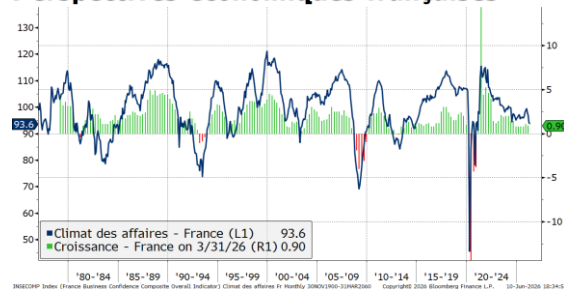
Au 12 juin 2026

Une conjoncture atone conjuguée au retour de l'inflation

Le contexte géopolitique incertain et le blocage du détroit d'Ormuz pénalisent l'activité du secteur privé en Europe. Ainsi, la Banque de France prévoit d'abaisser sa prévision de croissance pour la France en 2026. L'objectif de +0,9 % annoncé en mars n'est plus considéré comme atteignable. Les marchés se sont déjà ajustés et anticipent +0,7 %, légèrement mieux que l'Allemagne et l'Italie. De même, les perspectives allemandes s'assombrissent avec le plan de relance allemand de 500 Mds € qui peine à se concrétiser. Motif d'espoir, la péninsule Ibérique, qui se maintient en zone d'expansion, tire la

croissance de la zone euro. En conclusion, la croissance de la zone euro sera faible, mais devrait rester positive.

Perspectives économiques françaises



Source : Bloomberg

Dans le même temps, les prix à la consommation accélèrent légèrement en zone euro à 3,2 % en mai (+0,2 %). Un scénario de stagflation, combinant ralentissement de la croissance et hausse des prix, pourrait se matérialiser. Ce contexte est défavorable pour les obligations, dont le rendement réel s'érode avec l'inflation, et pour les actions, pénalisées par la faiblesse de l'activité économique. Toutefois, les investissements massifs dans l'intelligence artificielle continuent de soutenir la croissance et les marchés financiers, notamment aux États-Unis. De plus, la *Banque Centrale Européenne* (« BCE ») apparaît déterminée à contenir les hausses de prix, comme en témoigne la hausse de taux directeur en juin. Les investisseurs anticipent jusqu'à deux hausses supplémentaires d'ici la fin de l'année, ce qui devrait limiter les pressions inflationnistes.

Canada : un ralentissement modéré, déjà des indicateurs en progrès

Après un 2^e trimestre consécutif de légère contraction du *Produit intérieur brut*, l'économie canadienne entre en récession technique. Ce ralentissement s'explique principalement par un repli des dépenses publiques et des investissements au bénéfice des entreprises. Toutefois, la baisse de l'activité demeure limitée (seulement -0,1 % au 1^{er} trimestre 2026) et les perspectives restent encourageantes. D'une part, le marché de l'emploi montre des signes d'amélioration, avec un taux de chômage en baisse à 6,6 % en mai (contre 6,9 % précédemment). D'autre part, le commerce extérieur profite de la hausse des prix de l'énergie et des exportations de véhicules automobiles. Le Canada a enregistré un excédent commercial de 2,7 Mds \$ CAD en avril, soit son niveau le plus élevé depuis janvier 2025.

Achevé de rédiger le 12 juin 2026

¹ Au 11 juin 2026

Les informations contenues dans ce document ne constituent pas une offre d'achat, de vente, de souscription ou de services financiers, ni une sollicitation d'une offre d'achat de quelques produits d'investissement que ce soit. Tout investissement comporte des risques. Ce document ne tient pas compte des circonstances particulières propres à tout destinataire individuel auquel cette communication a été envoyée et ne doit pas être invoqué pour prendre une décision d'investissement. Chaque personne est invitée à lire le prospectus du fonds d'investissement envisagé avant toute décision d'investissement.

